

## IMMIGRATION

## L'Europe s'entend pour contrer la migration

Les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, s'accordent sur des mesures restrictives

**A** l'augmentation du nombre de demandes d'asile (+ 28 % au premier semestre), les gouvernements européens répondent globalement par un durcissement des discours et des décisions. La question des migrations, au menu du conseil européen qui se tiendra à Grenade (Espagne) le 6 octobre, facteur de dissensions dans l'Union européenne (UE) depuis la « crise des réfugiés » de 2015, donne lieu, depuis quelques semaines, à des convergences naguère inenvisageables.

De manière significative, l'Allemagne, qui s'y refusait jusque-là pour des raisons humanitaires, a donné son feu vert, jeudi 28 septembre, à un texte-clé de la réforme du système migratoire européen, ouvrant la voie à un accord global entre les Vingt-Sept, même si l'Italie tient encore sur la protection accordée aux ONG qui pratiquent le sauvetage en mer. Ce document prévoit un régime dérogatoire moins protecteur pour les migrants en cas d'afflux massif dans un pays.

La Commission espère que l'ensemble du pacte pour les migrations et l'asile – une dizaine de règlements reformant les procédures d'accueil aux frontières, de traitement des demandes d'entrée et des retours – aura été adopté d'ici à février 2024, avant les élections européennes qui se dérouleront du 6 au 9 juin. Il aura fallu aux Vingt-Sept quatre ans de négociations, de controverses et, finalement, de rapprochements pour y parvenir, en dépit de l'opposition de la Hongrie et de la Pologne au principe de solidarité dans la prise en charge des migrants.

Le revirement de Berlin est symptomatique du changement de discours outre-Rhin. « Allons-nous encore y arriver ? », pouvait-on lire en couverture du *Spiegel*, le 23 septembre, en référence au fameux « *Wir schaffen das* » (« nous y arriverons ») lancé par l'ex-chancelière chrétienne-démocrate (CDU) Angela Merkel, le 31 août 2015, pour justifier alors sa politique d'accueil généreuse des migrants fuyant le Moyen-Orient en guerre.

Huit ans plus tard, les lignes ont bougé. « Le nombre de réfugiés qui cherchent à venir actuellement en Allemagne est trop élevé », a affirmé, le 30 septembre, le chancelier social-démocrate (SPD), Olaf Scholz. Le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne, qui n'était pas représenté au Bundestag en 2015, compte désormais 78 députés et dépasse les 20 % d'intentions de vote, soit le double de son résultat de 2021.

Deux ans après son retour dans l'opposition, la CDU tient, quant à elle, un discours inimaginable dans la bouche de M<sup>me</sup> Merkel. « Les gens deviennent fous quand ils voient que 300 000 demandeurs d'asile déboutés ne partent pas et continuent de bénéficier pleinement des allocations et des aides médicales, a déclaré son président, Friedrich Merz, le 27 septembre. Ces gens viennent pour se faire refaire les dents alors que les Allemands, de leur côté, n'arrivent pas à obtenir de rendre-vous ».

Face à une droite à l'offensive et à une extrême droite en pleine poussée, Olaf Scholz est sous pression. Après deux années de mandat marquées par des réformes visant à rendre le pays plus attractif pour les travailleurs qualifiés étrangers, le chancelier entend désormais répondre à ceux qui l'accusent de laxisme, alors que le nombre de demandes d'asile a augmenté de 77 % entre janvier et août par rapport à la même période en 2022, tout en restant nettement inférieur aux chiffres de 2015-2016.

Deux semaines après avoir annoncé qu'elle n'accepterait plus de migrants venant d'Italie dans le cadre du mécanisme volontaire européen de solidarité, l'Allemagne a ainsi décidé, le 27 septembre, de mettre en place des contrôles mobiles aux frontières avec la Pologne et la République tchèque « afin d'exercer une pression maximale dans la recherche des passeurs » et de « protéger les personnes qui traversent souvent dangereusement les frontières », selon les termes de la ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser (SPD).

À l'inflexion allemande s'ajoutent des convergences inattendues, comme celle mise en scène par Emmanuel Macron et Giorgia Meloni, le 26 septembre, à Rome, alors que l'Élysée faisait état d'« une vision partagée [par les deux gouvernements] de la gestion de la



L'entrée principale du centre d'accueil des migrants de l'île de Lampedusa (Italie), le 20 septembre. GIUSEPPE CAROTENUTO POUR « LE MONDE »

question migratoire ». « Je veux qu'on travaille avec la présidente du conseil italien », avait déclaré trois jours plus tôt le président français, une position accueillie le lendemain « avec grand intérêt » par M<sup>me</sup> Meloni.

La question migratoire a dominé la première année de son gouvernement. Ayant promis de mettre fin aux flux illégaux en très nette augmentation, Rome a multiplié les normes restrictives. Après le pic d'arrivées de migrants de la mi-septembre à Lampedusa, un décret a été adopté le 27 septembre. Plus protecteur pour les femmes migrantes, mais censé faciliter les expulsions dans plusieurs cas, il prévoit de rendre plus aisés les contrôles d'âge et de punir par l'éloignement les personnes se déclarant faussement mineures. Le gouvernement italien a également décidé d'ouvrir à brève échéance de nouveaux centres de rétention ou « centres de séjour et de rapatriement » pour migrants en situation irrégulière, dans lesquels la durée de détention maximale a par ailleurs été allongée.

## L'Union européenne en accusation

Cette convergence vers une politique plus restrictive n'empêche pas les gouvernements les plus radicaux de dénoncer la mollesse supposée de l'UE. En Pologne, les ultrac-conservateurs au pouvoir, élus en 2015 en agitant la « menace des migrants imposés par Bruxelles », ont de nouveau placé la thématique migratoire au cœur de leur campagne pour les élections législatives du 15 octobre. Le gouvernement a décidé d'interroger les

## Tunis refuse la « charité » de l'UE

Le président tunisien, Kais Saïed, a annoncé, lundi 2 octobre, que son pays refuserait des fonds alloués par l'Union européenne pour lutter contre l'immigration irrégulière, qui s'apparentent, selon lui, à de la « charité », et dont le montant « dérisoire » irait à l'encontre, selon lui, de l'accord conclu en juillet. Selon la Commission européenne, sur les 105 millions d'euros d'aide prévue par cet accord, quelque 42 millions d'euros devaient être « alloués rapidement », en plus des 24,7 millions d'euros déjà prévus dans le cadre de programmes en cours. Le chef de l'Etat a également décidé de reporter la visite d'une délégation européenne prévue ces jours-ci en Tunisie, qui, avec la Libye, est le principal point de départ de milliers de migrants vers l'Europe.

**EMMANUEL MACRON  
ET LA DIRIGEANTE  
ITALIENNE  
D'EXTRÊME DROITE,  
GIORGIA MELONI,  
À ROME, ONT MIS  
EN SCÈNE LEUR  
« VISION PARTAGÉE  
DE LA GESTION  
DE LA QUESTION  
MIGRATOIRE »**

Polonais le même jour, par référendum, sur le nouveau système européen de répartition des demandeurs d'asile, en ces termes : « Acceptez-vous l'accueil de milliers d'immigrés illégaux du Moyen-Orient et d'Afrique dans le cadre d'un mécanisme forcé de relocalisation imposé par la bureaucratie européenne ? »

« Ursula von der Leyen a annoncé un autre plan désastreux pour l'Europe. Les bureaucrates européens ne se soucient aucunement de la sécurité de nos citoyens du continent », s'est indigné le premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, dans un spot électoral le 19 septembre, après l'annonce, à Lampedusa, par la présidente de la Commission, d'un plan d'urgence pour aider l'Italie.

En Suède, depuis la victoire, il y a un an, de la droite et de l'extrême droite aux élections législatives, la coalition gouvernementale composée des conservateurs, des chrétiens-démocrates, des libéraux et des Démocrates de Suède (extrême droite), multiplie les annonces visant à réduire autant que possible les arrivées et à accélérer les départs. Parmi les mesures présentées : des restrictions sur l'obtention du permis de séjour permanent et de la citoyenneté, la généralisation des titres de séjour temporaire, et l'accélération des retours pour les personnes sous le coup d'une obligation de quitter le territoire.

Stockholm veut aussi forcer les demandeurs d'asile à résider dans des centres d'accueil dont ils ne pourront sortir que de façon limitée. Concernant l'immigration du travail, le niveau du salaire minimum pour obtenir un permis de travail a doublé le 1<sup>er</sup> octobre.

Certaines réformes mettront du temps avant de voir le jour. Néanmoins, le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, s'est réjoui, le 28 septembre, de voir que les signaux envoyés par son gouvernement portaient leurs fruits : alors que les demandes d'asile augmentent en Europe, elles ont baissé de 30 % dans son pays sur les huit premiers mois de l'année, passant de 11 433 à 8 685.

Au Royaume-Uni, sorti de l'UE notamment pour « reprendre le contrôle » de l'immigration, le gouvernement de Rishi Sunak a fait adopter cet été une loi déniait le droit de demander l'asile aux personnes traversant la Manche en bateau pneumatique. Cet automne, la Cour suprême britannique se prononcera sur la légalité de l'accord de

transfert des demandeurs d'asile vers le Rwanda, signé entre le gouvernement Johnson et Kigali en 2022, mais encore jamais mis en œuvre, car bloqué par de multiples recours en justice.

Si les juges concluent à l'illégalité de l'accord, la droite du Parti conservateur poussera Rishi Sunak à faire campagne, aux élections générales de 2024, pour la sortie du Royaume-Uni de la Convention européenne des droits de l'homme, accusée de bloquer les transferts de demandeurs d'asile. La ministre de l'Intérieur, Suella Braveman, a même plaidé, le 26 septembre, pour une révision de la convention de Genève sur les réfugiés de 1951.

## Tensions aux frontières

L'application de l'accord de Schengen, cette vaste zone de libre circulation des personnes au cœur de l'UE, pâtit de la situation. Avec quelque 330 000 entrées irrégulières en 2022, les États n'hésitent pas à réintroduire des contrôles aux frontières intérieures. La France l'a fait de manière quasi systématique, notamment à la frontière italienne à Vintimille, tout comme le Danemark, la Suède, l'Autriche, la Pologne, la République tchèque à certaines de leurs frontières.

En Hongrie, la clôture extérieure s'est transformée en passoire. Construite par Viktor Orban en 2015 et 2016, au pic des passages dans les Balkans, la double protection de 4 mètres de haut qui sépare son pays de la Serbie ne permet plus de stopper les flux, malgré les propos péremptifs du premier ministre nationaliste. Le 20 septembre, M. Orban a assuré que ses services avaient « bloqué plus de 125 000 tentatives de passage illégal depuis le début de l'année » le long de la frontière sud. La véritable inconnue, jamais rendue publique par le pouvoir, reste le nombre de migrants qui ont quand même réussi à passer.

Si les flux se sont d'abord taris, c'est surtout grâce à l'accord européen conclu en 2016 avec la Turquie. Mais ceux-ci ont fortement repris depuis 2022, renforçant la pression à la frontière hongroise. Selon l'agence européenne Frontex, la route des Balkans est la deuxième porte d'entrée en Europe, après la Méditerranée centrale, avec plus de 70 000 passages enregistrés depuis janvier, surtout des Syriens. ➡➡